

COLLEGE EMPLOYEUR

277 rue Saint-Jacques, 75240 Paris Cedex 05

Tel.: 01.53.73.74.40 - Fax: 01.53.73.74.44 – secretaire@collegeemployeur.org

Paris, le 17 novembre 2014

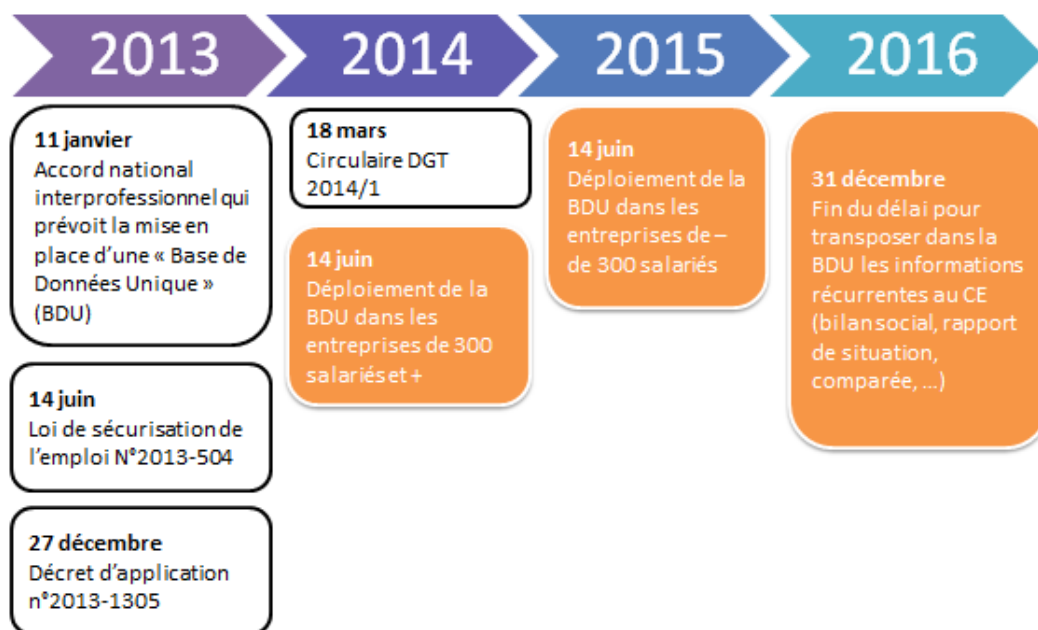
Objet : 1000 établissements concernés par la mise en place de la Base de Données Economiques et Sociales (BDES) – la solution du collège employeur

Madame, Monsieur,

La loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 a introduit une modalité de partage, avec les représentants du personnel, de l'information économique et sociale concernant l'entreprise, à travers la mise en place de la Base de Données Economiques et Sociales (BDES).

Une Base de Données Unique (BDU) devra être mise en place dans chaque entreprise dotée d'un comité d'entreprise, au plus tard le 14 juin 2015.

A terme, et au plus tard le 31 décembre 2016, elle se transformera en BDES pour contenir l'ensemble des éléments d'information contenus dans les rapports et informations transmis de manière récurrente au comité d'entreprise sous forme de rapports ou autre.



Au sens du code du travail, la BDES vise l'ensemble des entreprises dotées d'un comité d'entreprise.

Rappelons que dans l'enseignement privé sous contrat, les enseignants sont, au titre de la loi CENSI, intégrés dans le calcul des effectifs pour la représentation du personnel. En pratique, la mise en place de la BDES concernera donc également des OGEC de moins de 50 salariés¹ de droit privé, mais dotés d'un Comité d'entreprise du fait de la comptabilisation des enseignants dans l'effectif.

D'après les sources d'information dont le collège employeur dispose près de **1000 établissements** seraient concernés par l'obligation légale de mise en place de la BDES.

¹ En équivalent temps plein (ETP)

Le Collège employeur a mis en place certaines applications à destination des établissements (**INDICES** notamment) qui leur permettent d'exploiter des informations issues des principaux logiciels de paie et de comptabilité des établissements scolaires, et de les restituer sous forme de tableaux de bord et d'outils statistiques.

Après analyse des dispositions légales et réglementaires, ces applications permettent de renseigner la majeure partie des informations qui devront figurer dans la BDES.

Fort de ce constat, le collège employeur a souhaité procéder à une extension fonctionnelle de ces applications existantes, pour proposer aux établissements concernés par la mise en place de la BDES, **une solution gratuite, personnalisée et adaptée à leur activité.**

Facile d'utilisation et sécurisé, l'outil devrait permettre à ses utilisateurs de se concentrer sur les données de fond.

Il permettra aux établissements de remplir leur obligation légale tout en améliorant les relations sociales.

La solution proposée par le collège employeur présentera un avantage important : elle permettra de conserver une maîtrise de l'évolution de l'outil en fonction des futures échéances légales et des besoins d'approfondissements de l'outil par les établissements.

L'outil sera disponible pour la rentrée scolaire 2015-2016.

Sa première version comprendra les strictes informations exigées par le décret n°2013-1305 du 27 décembre 2013 support de la consultation du comité d'entreprise sur les orientations stratégiques.

Il évoluera par la suite pour permettre une intégration des informations et rapports transmis de manière récurrente au comité d'entreprise à l'horizon 2016.

L'outil est pour l'instant en phase de construction, il sera en phase de test dès le début de l'année civile 2015.

Pour plus d'information et le cas échéant pour participer à la phase de test, n'hésitez pas à contacter le collège employeur : secretaire@collegeemployeur.org

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en notre considération distinguée.

Pour le collège employeur

Bernard Michel

